Volume 20 Issue 19
Originally issued as B5

Global Journal of Management and Business Research: B
Economics and Commerce
Volume 20 Issue 5 Version 1.0 Year 2020
Type: Double Blind Peer Reviewed International Research Journal
Publisher: Global Journals
Online ISSN: 2249-4588 & Print ISSN: 0975-5853

Politique Budgetaire Et Inflation En Afrique Subsaharienne

By Ali Mahamat Gambo, Mohammadou Nourou & Yves Patrice Etogo Nyaga
Université de Maroua

Abstract- This research raises the question of budgetary determination of the price level in a context where the Central Bank seeks to stabilize prices and governments record increasing levels of public debt and public deficit. This is particularly about studying the effects of public debt and the public deficit on inflation. Using data from 39 countries in sub- Saharan Africa covering the period from 1982 to 2017, we tested budget theory of price levels. The results of econometric estimates obtained by GMM methods show that the budget deficit and the public debt associated with it have positive and significant effects on inflation in sub-Saharan Africa.

Keywords: *budget deficit, public debt, inflation.*

GJMBR-B Classification: *JEL Code: F43*



Strictly as per the compliance and regulations of:

© 2020. Ali Mahamat Gambo, Mohammadou Nourou & Yves Patrice Etogo Nyaga. This is a research/review paper, distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-Noncommercial 3.0 Unported License http://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/), permitting all non-commercial use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

Politique Budgetaire Et Inflation En Afrique Subsaharienne

Ali Mahamat Gambo [α], Mohammadou Nourou [σ] & Yves Patrice Etogo Nyaga [ρ]

Abstract- **This research raises the question of budgetary determination of the price level in a context where the Central Bank seeks to stabilize prices and governments record increasing levels of public debt and public deficit. This is particularly about studying the effects of public debt and the public deficit on inflation. Using data from 39 countries in sub-Saharan Africa covering the period from 1982 to 2017, we tested budget theory of price levels. The results of econometric estimates obtained by GMM methods show that the budget deficit and the public debt associated with it have positive and significant effects on inflation in sub-Saharan Africa.**

Keywords: budget deficit, public debt, inflation.

I. Introduction

Pour promouvoir la croissance économique, l'une des conditions préalables et fondamentales c'est de contrôler l'inflation[1] (Fischer, 1993). Le contrôle de l'inflation a pour objectif de chercher un degré raisonnable de stabilité des prix. Atteindre cet objectif nécessite pour les pays d'appliquer des politiques monétaires et budgétaires[2] appropriées (Woodford, 2001). Dans ce cadre, les stratégies tendant à s'imposer sont le ciblage de l'inflation et la stabilisation de la dette Leeper (2016).

Author α: Doctorant à l'Université de Maroua, Cameroun.
e-mail: aligambo.mahamat@gmail.com
Author σ: Maître de Conférences à laFaculté des Sciences Économiques et de Gestion de l'université de Maroua, Cameroun.
e-mail: mohanourou@yahoo.fr
Author ρ: Enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de l'Université de Ngaoundéré – Cameroun, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de l'Université de Ngaoundéré, B.P. 454, Ngaoundéré, Cameroun.
e-mail: etogo_nyaga@yahoo.fr

Author: Par inflation, on entend un phénomène de hausse cumulative et auto entretenue du niveau général des prix (Goux, 1998).

Author: Selon Paul Samuelson, la politique budgétaire est définie comme «le processus consistant à manipuler les impôts et les dépenses publiques aux fins de contribuer à amortir les oscillations du cycle économique et de favoriser le maintien d'une économie progressive, assurant un degré d'emploi élevé, affranchie de toutes poussées excessives d'inflation ou de déflation» (Friedman, 1948).

En Afrique Subsaharienne, le ciblage des agrégats monétaires et de taux d'inflation est au cœur des cadres de la politique monétaire (CPM) dans une grande partie il y a longtemps. En effet, pour maitriser l'inflation, les banques centrales ont été amenées à s'assigner des objectifs intermédiaires tels que les agrégats monétaires et le ciblage d'inflation (Perspectives économiques régionales 2013). Les pays de la zone franc en 1993 suite à la crise des années 80; l'Afrique du Sud en 2000; le Ghana en 2007; l'Ouganda en 2011 ; le Kenya en 2011 ont adopté la politique de ciblage d'inflation. Cette méthode a grandement contribué à la désinflation dans ces pays. Dans la zone franc, l'inflation a toujours été sous contrôle. En Afrique du Sud, l'inflation est passée d'environ 12 % sur la période allant de 1980 à 1999 à environ 6 % en moyenne après l'adoption d'une cible d'inflation. Au Ghana, l'inflation s'est également inscrite en baisse, passant de plus de 33 % en moyenne de 1980 à 2006 à environ 16 % sur la période suivante[3]. La désinflation[4]est annoncée aussi en Éthiopie où elle est passée de 36 % en 2011 à 13 % fin 2012; en Ouganda de 27 % à 6 % et au Kenya de 19 % à 7 %[5].

Toutefois, dans ce contexte de baisse des tensions inflationnistes, l'Afrique subsaharienne reste la zone qui enregistre le taux d'inflation le plus élevé au niveau mondial (CEDEAO, 2012)[6]. Elle a enregistré en moyenne 9,1% contre 3,9% au niveau des pays émergents et en développement; 2,0% dans les pays avancés et 3,9% au niveau mondial en 2012.

Par ailleurs, après les indépendances, les pays de l'Afrique Subsaharienne se sont retrouvés avec très peu d'infrastructures susceptibles de concourir à la réalisation de leurs idéaux de reconstruction nationale. Pour réaliser leurs objectifs, la plupart des pays ont eu recours à la dette extérieure. Ces politiques d'endettement adoptées par les anciennes colonies, ont été encouragées par le contexte international tant sur le plan politique qu'économique. Avec le choc pétrolier de 1973 et 1979, les prêts accordés aux pays de l'Afrique

[1] Par inflation, on entend un phénomène de hausse cumulative et auto entretenue du niveau général des prix (Goux, 1998).
[2] Selon Paul Samuelson, la politique budgétaire est définie comme «le processus consistant à manipuler les impôts et les dépenses publiques aux fins de contribuer à amortir les oscillations du cycle économique et de favoriser le maintien d'une économie progressive, assurant un degré d'emploi élevé, affranchie de toutes poussées excessives d'inflation ou de déflation» (Friedman, 1948).
[3] http://WWW.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/zone-franc.html.
[4] La désinflation est un ralentissement de l'inflation ou une baisse ponctuelle du niveau général des prix (Banque de France, 2009, Déflation ou désinflation ?, Focus n° 3 – 22 janvier 2009)
[5] Perspectives économiques régionales 2013
[6] CEDEAO (2012), « convergence macroéconomique »

© 2020 Global Journals

Subsaharienne se sont renforcés. Le stock dela dette de cette zone était de 435 Mds $ de 1960 à 1970[7].

Dans ce contexte d'endettement croissant, très peu de contrôles se sont exercés sur les prêts et les capacités de remboursement n'ont pas fait l'objet d'une attention particulière. Cependant, au début des années 80, la baisse des prix des matières premières exportées par les pays africains du fait d'une situation durable de surproduction et la très forte hausse des taux d'intérêt due à la politique monétaire américaine ont conduit à l'alourdissement des conditions de remboursement des prêts souscris et donc à la diminution de leur solvabilité. La charge des intérêts est multipliée par trois (3) et les pays étaient contraints d'emprunter pour rembourser. Le poids croissant de la dette et la baisse des revenus d'exportation ont conduit à une crise de la dette au milieu des années quatre-vingt[8]. Les cessations de paiements se sont multipliées, les arriérés se sont additionnés, les déficits budgétaires et extérieurs se sont creusés et la croissance du revenu par tête et l'inflation ont faiblit.

Pour alléger la dette, mais aussi restaurer les équilibres macroéconomiques et maîtriser l'inflation, les politiques de régulation et de restructuration conduites par les Institutions de Bretton Woods et connues sous le nom de Programme d'Ajustement Structurel (PAS) sont mises en œuvre dans les pays (Yakouba)[9]. Toutefois, les PAS se sont soldés plus tard par un échec[10] imputé à la précipitation avec laquelle ces politiques ont été mises en œuvre et surtout au manque de personnalisation et d'études des spécificités liées aux pays africains (Datadjeu, 2018)[11].

Face à l'endettement insoutenable d'un certain nombre de pays très pauvres compromettant à la fois leur croissance et leurs capacités à lutter contre la pauvreté, la communauté des bailleurs a lancé en 1996 l'initiative PPTE. L'objectif était de réduire à un niveau soutenable le poids de la dette extérieure des trente-neuf pays éligibles, dont trente-trois en Afrique subsaharienne. Malgré les initiatives, les États sont devenus redevables au titre de la dette extérieure de près de 200 milliards de dollars en fin 1999 et à la veille de l'an 2000, un grand nombre d'États s'est retrouvé en situation d'"endettement terminal" situation où l'accès aux financements privés est impossible[12]. Dans ce cadre, l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) qui prévoyait l'annulation de la totalité du stock de la dette de la Banque mondiale, du FMI et de la Banque Africaine de Développement est venue complétée en 2005 l'initiative PPTE.

Ces initiatives d'allègement de la dette en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et d'allègement de la dette multilatérale (IADM), menées conjointement par les acteurs traditionnels que sont le Club de Paris, le Fond monétaire international (FMI) et la Banque mondiale («Pays Pauvres Très endettés» et «Initiative d'Allègement de Dette Multilatérale») ont conduit la trajectoire de l'endettement public en Afrique Subsaharienne en baisse jusqu'en 2012. Le ratio dette totale/PIB s'est établi à 59% en 2000, a atteint un pic à 61% en 2002, puis a suivi une tendance décroissante jusqu'en 2011, où il était tombé à 21% (Nations Unies, 2016).

Toutefois, après cette longue période de déclin, soutenue par les initiatives PPTE et IADM, les ratios de la dette publique se sont repartis à la hausse à partir de 2012. Cette reprise reflète les tensions macroéconomiques accrues sur le continent, l'augmentation des besoins de financement du développement, des conditions de financement extérieur favorables dues à un renchérissement des produits de base et l'amélioration des termes de l'échange. La dette et le déficit sont ainsi redevenus un sujet de préoccupation, en raison de leurs impacts macroéconomiques, mais aussi de leurs éventuels effets négatifs sur la conduite de la politique monétaire.

En outre, suite à l'effondrement des cours des produits de base, à la mi-2014, les performances budgétaires se sont aggravées en Afrique Subsaharienne (FMI, 2017)[13]. En moyenne, les déficits budgétaires se sont creusés en 2016, atteignant −4½ % du PIB, contre−4 % en 2015 et−3½ % en 2014. Les pays les plus affectés sont les pays pétroliers. Le déficit budgétaire moyen pour ce groupe de pays est passé de 3% du PIB en 2014 à 4,1% en 2015[14]. Dans les pays pauvres en ressources naturelles, bien que beaucoup d'entre eux accusent depuis plusieurs années un déficit élevé (et parfois grandissant), en dépit d'une croissance vigoureuse, la balance budgétaire est restée généralement stable. Dans la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), le déficit budgétaire a atteint 5¼ % du PIB en 2016. Il se chiffrait à 4½ % du PIB dans les pays de l'UEMOA, où il n'a cessé de croître depuis 2012,

[7] Université d'été du CADTM Europe (2015), « Sud : vers une nouvelle crise de la dette ? »

[8] Jacques Legrand (2016), «Brève histoire de la dette des pays d'Afrique subsaharienne»

[9] Yakouba, O., «L'aide au développement et la gestion des finances publiques en Afrique Subsaharienne : cas des États membres de l'UEMOA».

[10] L'une des conséquences dans la Zone Franc Cfa a été la dévaluation de 50% du franc CFA par rapport au franc français en 1994. Par la suite, il a été décidé d'interdire le financement monétaire direct des déficits, d'instaurer des critères de convergence et de surveiller les politiques macroéconomiques au sein des zones CEMAC et UEMOA.

[11] Datadjeu, D-K., W. (2018), «Autonomie des Banque Centrales et Finances Publiques en Afrique Subsaharienne. »

[12] Loïc Grard, « L'œuvre Des Instances Internationales En Faveur De L'allegement De La Dette Publique Des Etats D'afrique Subsaharienne ».

[13] FMI (2017) « Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne Faire redémarrer la croissance », Avril econimic-research

[14] Economic-research.bnpparibas.com.

© 2020 Global Journals

malgré les engagements des pays membres en matière d'assainissement (FMI, 2017 « Perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne Faire redémarrer la croissance », Avril).

Face à cette situation, certains pays ont adopté des mesures d'assainissement budgétaire (Guinée, Namibie, Niger et Zambie et Tanzanie)[15]. Cependant, le choc est d'autant plus difficile à amortir que beaucoup de ces pays étaient déjà en situation de déficit budgétaire avant la chute des prix des matières premières. La détérioration rapide des perspectives économiques et le souci pour les pays de financer le développement se sont manifestés par des besoins de financement croissants. À cet effet, la dette publique a accru. Les pays ayant enregistré le niveau de dette élevé sont le Ghana, dont la dette Publique atteint 70% du PIB et la Zambie, qui a vu son ratio d'endettement passer de 26% en 2013 à 53% en 2015. De même, le niveau moyen de l'endettement public des pays pétroliers est élevé. Hors le Nigeria, il a atteint 53% du PIB et dépassé même le seuil de 60% en Angola et en République du Congo. En raison à la fois des ajustements retardés dans les pays durement touchés et des politiques budgétaires expansionnistes appliquées ailleurs, le ratio dette publique/PIB au niveau régional a augmenté de près de 10 points de pourcentage depuis 2014, passant en moyenne à 42 % du PIB en 2016 (et à un point médian de 51 %). Les niveaux d'endettement se situent même aux alentours de 50 % du PIB ou dépassent ce niveau dans beaucoup des pays pauvres en ressources naturelles (Bénin, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Malawi, Maurice, Mozambique, São Tomé-et Príncipe, Sénégal et Togo). Quant au poids des charges d'intérêt dans le budget, bien qu'il soit à un niveau encore modéré, il n'a cessé de s'alourdir. De 6,3% des recettes gouvernementales en moyenne pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne en 2013, ce ratio est passé à presque 10% en 2015[16].

Dans ce contexte du déficit budgétaire élevé et de l'accroissement de la dette publique, l'inflation du prix à la consommation en pourcentage reste importante en Afrique Subsaharienne. Elle est de 11,2% en 2016 et estimée à 12,2% en 2017[17].On peut dès lors se demander si la politique budgétaire affecte-t-elle l'inflation dans cette zone.

Ainsi, l'objectif du présent article est d'analyser l'influence de la politique budgétaire sur l'inflation en Afrique Subsaharienne. Procéder à une telle analyse constitue une contribution à une meilleure appréhension de la relation qui existe entre la politique budgétaire et l'inflation dans les PVD en général et en Afrique Subsaharienne en particulier. Par-là, le présent papier procède de la recherche des voies et moyens de mieux maitriser le niveau des prix, surtout Afrique Subsaharienne où le taux d'inflation reste le plus élevé au niveau mondial. Le reste de l'article se présente comme suit : la section 2 présente en revue quelques enseignements théoriques sur la théorie budgétaire du niveau des prix, la section 3 présente une revue de la littérature empirique, la section 4 expose les données et méthodologie adoptées, la section 5 présente la méthode d'estimation et la section 6 expose les résultats. La section 7 quant à elle conclut.

II. Politique Budgétaire et Inflation: Quelques Enseignements Théoriques

Dans la littérature économique, les liens entre niveau général des prix et politique économique ont toujours été au centre des préoccupations des macro économistes. Pendant le courant de la Grande dépression, la politique budgétaire était préconisée par Keynes comme instrument permettant de réguler les à-coups de la conjoncture, liés à l'instabilité de la demande et à l'existence de cycle économique. Cependant, suite à l'avènement du monétarisme à la fin des années 1960, le recours aux politiques budgétaires est critiqué du point de vue théorique, «la révolution des anticipations rationnelles» et remis en cause du point de vue empirique, «les politiques budgétaires expansionnistes des grands pays industrialisés ne mettant pas fin à la stagflation». Deux conclusions émergent : d'une part, les politiques de stabilisation sont supposées être inefficaces et, d'autre part, les politiques budgétaires sont supposées être inflationnistes (Hassan Ayoub; Jérôme Creel et Etienne Farvaque, 2008)[18]. La théorie budgétaire du niveau des prix va préciser les signes du débat.

Selon cette théorie, plutôt que la seule politique monétaire, la politique budgétaire détermine de façon explicite le niveau agrégé des prix [Sargent et Wallace (1981), Sargent (1982), Leeper (1991, 2016, 2017, 2018), Woodford (1995,1996, 2001)]. Dans ce cadre, les auteurs stipulent que le déficit budgétaire et l'endettement non anticipé qui lui est associé entraîneraient une hausse du niveau général des prix.

Sargent et Wallace (1981) évoquent les relations conflictuelles entre la politique budgétaire et la politique monétaire en considérant deux situations de domination des politiques économiques. D'un côté, la politique monétaire domine la politique budgétaire et dans ce cas, l'autorité monétaire définit de manière indépendante la politique monétaire et détermine le

[15] FMI (2017) « Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne Faire redémarrer la croissance », Avril.
[16] economic-research.bnpparibas.com
[17] BAD (2018), « performances et perspectives macroéconomiques en Afrique »
[18] Voir Etienne Farvaque, Hassan Ayoub, Jérôme Creel (2008), «Détermination du niveau des prix et finances publiques : le cas du Liban, 1965-2005», https://hal-sciencespo.archives-ouvertes;fr/hal-00973050.

© 2020 Global Journals

montant des revenus qu'elle fournira à l'autorité fiscale par le biais du seigneuriage. L'autorité fiscale est alors confrontée aux contraintes imposées par la demande d'obligations, puisqu'elle doit établir ses budgets pour que les éventuels déficits puissent être financés par une combinaison du seigneuriage choisi par l'autorité monétaire et des ventes d'obligations au public. Dans le cadre de ce système de coordination, l'autorité monétaire peut contrôler de manière permanente l'inflation, car elle est totalement libre de choisir n'importe quel chemin pour la monnaie de base. D'un autre côté, la politique budgétaire domine la politique monétaire et dans ce deuxième cas, l'autorité budgétaire établit ses budgets de manière indépendante, annonçant tous les déficits et excédents actuels et futurs en déterminant ainsi le montant des recettes qui doivent être levées par le biais de la vente d'obligations et du seigneuriage. Dans le cadre de ce second schéma de coordination, l'autorité monétaire est confrontée aux contraintes imposées par la demande d'obligations d'État, car elle doit essayer de financer avec seigneuriage toute divergence entre les recettes exigées par l'autorité fiscale et le montant des obligations pouvant être vendues au public. Bien qu'une telle autorité monétaire puisse toujours être en mesure de contrôler l'inflation de façon permanente, elle est moins puissante qu'une autorité monétaire dans le cadre du premier plan de coordination.

Sargent (1982) explique la détermination du niveau des prix par le remboursement de la dette publique. Pour cela, il distingue deux régimes polaires qu'il intègre dans la théorie de détermination du niveau des prix. Dans un premier régime dit «ricardien», la hausse du déficit due à la vente de titres d'État supplémentaires à un instant donné est toujours accompagnée d'une planification d'une hausse ultérieure des impôts suffisante pour rembourser le supplément de dette. Dans ce régime fiscal ricardien, le déficit actuel est beaucoup moins inflationniste. Dans le deuxième régime dit «non-ricardien», l'augmentation des titres d'intérêt gouvernementaux sera payée non pas en prélevant des impôts explicites plus élevés, mais en utilisant le seigneuriage, c'est-à-dire en créant de la monnaie. Ce régime s'apparente selon Sargent au régime de domination budgétaire de Sargent et Wallace. Dans ce régime, les titres d'État portant intérêt supplémentaires signifient une promesse du gouvernement d'émettre plus de monnaie de base à l'avenir et, éventuellement, de monétiser la dette publique.

Leeper (1991, 2016, 2017, 2018) élabore des politiques où le comportement fiscal détermine l'impact des chocs monétaires sur les prix. Selon Leeper, dans un régime de politique budgétaire active (qui ne prête aucune attention à la dette de l'État et est libre de fixer son déficit comme bon lui semble) et de politique monétaire passive (qui répond aux chocs de la dette publique), les chocs déficitaires augmentent l'inflation maintenant ou dans le futur. Il stipule en outre que si les politiques monétaire et budgétaire fonctionnaient indépendamment les unes des autres, c'est-à-dire si les banques centrales sont dotées de mandats bien définis pour contrôler l'inflation et stabiliser l'économie réelle et opérer indépendamment des pressions émanant des autorités fiscales et que la politique budgétaire, quant à elle, se voit confier la tâche de stabiliser l'endettement, ce que l'on appelle la «politique budgétaire durable» et souvent rien d'autre, alors l'impact de la politique budgétaire sur l'inflation est faible, voire inexistant.

Pour Woodford (1995, 1996, 2001), la politique budgétaire du gouvernement joue un rôle central dans la détermination du niveau des prix. Il distingue deux régimes de politiques économiques. Un régime qu'il qualifie de «ricardien» où la politique fiscale a nécessairement la propriété que chaque fois que le niveau de la dette publique en cours change, la valeur actuelle des excédents publics futurs change par le même montant, quelle que soit la trajectoire suivie par les prix et les taux d'intérêt. Dans ce régime dit «ricardien», Woodford stipule que les changements de trajectoire du budget de l'État et de la dette publique n'ont aucun effet sur la demande globale et donc sur le niveau des prix. Un autre régime qu'il qualifie «non-ricardien», où le solde public primaire ne réagit pas aux variations de l'endettement public, c'est-à-dire la politique budgétaire n'assure pas l'équilibre budgétaire de l'État. Dans ce régime, les gouvernements sont incapables de maîtriser les déficits budgétaires chroniques (ou ne se soucient pas d'équilibrer leurs contraintes budgétaires inter temporelles) et les chocs budgétaires modifient les contraintes budgétaires inter temporelles des ménages, à des prix qui auraient autrement été des prix d'équilibre et des taux d'intérêt; donc les marchés échouent plus longtemps à ces prix. Donc le niveau général des prix doit s'ajuster à la hausse pour que l'endettement public satisfasse la contrainte budgétaire de l'État.

III. Politique budgétaire et Inflation : Quelques Enseignements Empiriques

Fanizza et Soderling (2006) expliquent l'absence de pressions inflationnistes en Tunisie, Algérie et Maroc par la position de leur politique budgétaire : celle-ci se caractérise par un déclin de la dette publique, au moment où la politique monétaire s'avère simplement accommodante et génère une croissance monétaire importante. En revanche, l'inflation augmente en Egypte malgré la bonne maîtrise de la masse monétaire. Fanizza et Soderling (2006) expliquent la hausse de l'inflation en Egypte par une dette publique plus importante.

Dans un article, Warda et Achouche (2017) ont essayé de déterminer l'origine de l'inflation en Algérie en

© 2020 Global Journals

se basant sur la théorie budgétaire de détermination de niveau des prix, au cours de la période 1989-2013. À cet effet, ils ont estimé un modèle VECM et un modèle VAR afin d'identifier la relation entre les emprunts public et le solde budgétaire primaire. Ensuite, pour déterminer si l'inflation est d'origine budgétaire ou monétaire, ils ont utilisé un modèle VAR, et la décomposition de la variance de l'erreur de prévision. Enfin, dans le but d'analyser le comportement des autorités monétaires face à l'inflation, ils ont utilisé deux modèle VAR afin d'étudier les réponses d'impulsion des instruments monétaires (base monétaire, taux de réescompte) à une innovation dans l'inflation. Et d'après leurs résultats, l'inflation en Algérie est d'origine budgétaire dû au recours à la dette interne et le régime dominant est un régime de politique budgétaire active et politique monétaire active.

Ayesha et Mumtaz (2009) ont étudié la relation entre déficit budgétaire et inflation et sur l'impact du financement du déficit budgétaire sur l'inflation. Pour étudier cette corrélation, ils ont analysé des données à long terme sur le Pakistan, allant de l'exercice budgétaire 1976 à l'exercice 2007. Différents modes de financement du déficit budgétaire ont été observés, notamment le financement par création monétaire, le financement par emprunt externe et par emprunt interne. Les conclusions empiriques de l'étude indiquent qu'il existe une relation positive entre le déficit budgétaire et inflation. Tous les modes de financement du déficit ont une relation positive et significative avec l'inflation au Pakistan. Ceci a été testé empiriquement en appliquant un test de co-intégration. Les résultats suggèrent que le financement par déficit est le mode de financement du déficit budgétaire le plus inflationniste.

Pour étudier la relation économique entre l'inflation et la dette intérieure, BILDIRICI et Omer (2017) ont divisé un certain nombre des pays en trois groupes. Le premier groupe comprend le Mexique, la Turquie et le Brésil; pays avec des taux d'inflation élevés entraînant une augmentation des coûts de la dette intérieure. Le deuxième groupe comprend la Belgique, le Canada et le Japon, taux d'inflation bas, coûts d'emprunt peu élevés. Le troisième groupe comprend le Portugal, la Grèce et l'Espagne, pays à faible inflation, pays fortement endettés et à faible coût d'emprunt, et discipline budgétaire. Selon les auteurs, dans les pays qui connaissent une forte inflation, le processus inflationniste s'est nourri de la hausse des coûts de la dette intérieure. En conséquence, l'augmentation du ratio dette/PIB a conduit ces pays à emprunter à des taux d'intérêt plus élevés et à des taux de maturité inférieurs. Donc les auteurs observent que les coûts d'emprunt sont de plus en plus épidémiques pour ceux qui appliquent des politiques budgétaires non ricardiennes. Ceci dit, ce n'est pas le ratio dette intérieure/PIB, mais le coût de l'emprunt et des régimes fiscaux actifs qui atténuent l'immunité des économies émergentes contre les crises économiques.

Blanchard et al. (2016) montrent que, dans un contexte de taux plancher, un accroissement des dépenses publiques dans les pays de la zone euro disposant de plus de marge de manœuvre budgétaire exerce un effet positif sur leur production et sur l'inflation, de même que sur celles des pays qui ont été plus sévèrement touchés par la crise.

Pour étudier l'inflation faible et stable sans précédente en Tunisie suite aux réformes du programme d'ajustement structurel (PAS) et en prenant en compte les effets réciproques entre le passif et l'actif du budget de l'État, Mouldi et Lobna (2012) adoptent une démarche en terme du modèle VAR ainsi que des tests de causalités de Granger. Les auteurs démontrent que la théorie budgétaire du niveau des prix s'applique au cas de l'économie tunisienne où le surplus est exogène. Ils attribuent le niveau faible et stable de l'inflation à une politique budgétaire dominante et une politique monétaire qui cible le taux d'intérêt.

Cevdet; Alpher et Ozmucur (2001) ont établi une relation positive entre déficit budgétaire et inflation. Selon leur étude, le financement du déficit par l'impression de monnaie, les emprunts internes et/ou extérieurs conduisent à une inflation à long terme.

Solomon et De Wet (2004), utilisant des données annuelles sur la Tanzanie de 1967 à 2001, ont établi qu'il existait une relation stable à long terme entre le déficit budgétaire et l'inflation.

L'étude réalisée par Catao et Terrones (2003) montre que la relation entre déficit budgétaire et inflation est significative et positive. Cette conclusion a été atteinte en testant un panel de données de 107 pays.

L'étude menée par Chaudhary et Ahmed (1995) montre que le financement national des déficits publics, en particulier par le système bancaire, conduit à une inflation à long terme.

Khan, Bukhari et Ahmed (2007) sont d'avis que le financement du déficit budgétaire par la création monétaire ajoute aux pressions inflationnistes. D'autre part, une augmentation des emprunts publics auprès de la banque centrale peut avoir de graves conséquences.

Selon Tellius (2007), les gouvernements qui financent un déficit peuvent choisir de dépenser plus que leur revenu actuel en empruntant, mais l'emprunt intérieur entraîne une hausse de l'inflation en évitant l'investissement privé et en réduisant l'offre globale.

IV. Méthodologie et Base des Données

a) *Spécification du modèle*

Le modèle que nous allons estimer est le modèle de Nikki et *al.* (2017) sur la zone euro. Ces auteurs ont déterminé empiriquement si un régime ricardien ou non ricardien est plus plausible pour la

© 2020 Global Journals

zone euro, conformément à la stratégie de recherche de Canzoneri, Cumby et Diba (2001). L'équation de régression qu'ils ont proposée est la suivante:

$$P_t = \alpha_1 s_t + \alpha_2 w_t + \boldsymbol{\rho' X}_t + \epsilon_t$$

Oùw_t est le rapport entre la dette publique et le PIB nominal au début de la période t, s_t est le rapport entre le solde primaire du gouvernement et le PIB nominal pendant la période t; X_t est un vecteur consistant en un ensemble d'autres déterminants possibles du niveau de prix; ε_t est un terme d'erreur.

Les estimations de α_1 et α_2 indiqueront dans quelle mesure le niveau de prix dépend des mesures de la politique budgétaire, c'est-à-dire s_t et w_t. Selon les auteurs, dans un régime non-ricardien, une estimation négative de α_1 est attendue, car un solde budgétaire plus élevé induit un niveau de prix plus bas.

Toutefois, l'utilisation des données de panel nous amène à utiliser des variables doublement indicées. Soit :

$P_{it} = \alpha_1 s_{it} + \alpha_2 w_{it} + \boldsymbol{\rho' X}_{it} + \epsilon_{it}$où α_1, α_2 et $\boldsymbol{\rho'}$ les paramètres du modèle; i : un des pays avec

i =1,2,3,4,5,6….39; t l'année d'observation avec t= 1982,…. ,2017.

Pour estimer l'effet de la politique budgétaire sur le niveau des prix en Afrique subsaharienne, nous allons modifier le modèle ci-dessus en lui ajoutant une constante qui va représenter l'ensemble des variables pouvant expliquer l'inflation, mais qui n'auront pas été prises en compte dans le modèle.
On a ainsi la spécification suivante :

$$\boldsymbol{INFL}_{it} = \boldsymbol{\alpha}_0 + \boldsymbol{\alpha}_1 \text{INFL}_{it-1} + \boldsymbol{\alpha}_2 \text{BALFISC}_{it} + \boldsymbol{\alpha}_3 \text{DETTE}_{it} + \boldsymbol{\alpha}_4 \boldsymbol{TXCPIB}_{it} + \boldsymbol{\alpha}_5 \text{Dumx} + \varepsilon_{it}$$

-$\boldsymbol{INFL}_{it}$ est l'inflation du pays *i* à la période *t*,

-$\boldsymbol{INFL}_{it-1}$ est l'inflation du pays *i* à la période précédente *t*-1,

-$BALFISC_{it}$ est le solde budgétaire du pays *i* à la période *t*,

-$DETTE_{it}$est l'encours total de la dette du pays *i* à la période *t*,

-$\boldsymbol{TXCPIB}_{it}$ est la croissance du PIB réel du pays *i* à la période *t*,

-Dumx est une variable muette qui prend la valeur 1 si le pays appartient à la zone Franc et la valeur 0 si le pays n'appartient pas à la zone Franc.

b) Présentation des variables retenues et signes attendus

Dans notre modèle, nous avons une variable à expliquer et les variables explicatives. Ainsi, dans ce paragraphe, nous allons dans un premier temps décrire la variable à expliquer et dans un deuxième temps, nous allons décrire les variables explicatives du modèle.

➢ Variable à expliquer

Comme variable à expliquer, nous avons le taux d'inflation (TXINFL). Il est mesuré par l'indice des prix à la consommation (IPC). Cette mesure n'est pas totalement parfaite étant donné que le phénomène inflationniste couvre un champ plus large que celui de la consommation des ménages. Néanmoins, l'IPC est une meilleure approximation des prix dans les PED dans la mesure où, une grande partie des dépenses est faite des dépenses de consommation. Le taux d'inflation est dans le cadre de cette étude la variable expliquée.

➢ Variables explicatives

Parmi les variables explicatives, nous distinguons les variables de contrôle des variables d'intérêt. Comme variables d'intérêt, nous avons :

Le solde budgétaire: mesuré par le solde budgétaire don inclus rapporté au PIB. C'est la différence entre, d'une part, les recettes courantes, les recettes en capital et les dons publics reçus et, d'autre part, les dépenses totales et les prêts moins les remboursements. La théorie fiscale souligne que le niveau de prix pourrait être déterminé par la richesse du gouvernement. Selon les auteurs, si le gouvernement augmente les impôts, alors, il devrait y avoir une baisse du niveau des prix, résultant du fait que le surplus est également plus élevé. Autrement dit, s'il est possible d'observer une corrélation négative soutenue entre les prix et les soldes budgétaire, on pourrait conclure qu'il existe un système de Politique fiscale ricardienne, soutenant l'idée de la théorie budgétaire du niveau des prix. Le signe attendu est négatif (-).

La dette publique: mesurée par l'encours total de la dette rapporté au PIB. Le signe attendu est positif (+).
Les variables de contrôle sont :

Le taux de croissance du produit intérieur brut (TXCPIBR) : Le PIB est la somme de la valeur ajoutée brute de tous les producteurs résidents d'une économie plus toutes taxes sur les produits et moins les subventions non incluses dans la valeur des produits. Cette variable étant généralement considérée comme un indicateur économique utilisé pour mesurer l'activité économique d'un pays. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées de tous les secteurs d e l'économie: primaire, secondaire et tertiaire. La plupart des économistes considèrent le PIB comme étant le meilleur indicateur de dimension d'une

© 2020 Global Journals

économie nationale. Ainsi, le taux de croissance du PIB est l'indicateur qui permet d'apprécier les performances d'une économie ou de comparer ses performances à celles des autres économies. Cette variable nous permet de vérifier comment la croissance atteint influence le niveau d'inflation. Selon les partisans de l'approche structuraliste de l'inflation, ilya une relation négative entre le niveau des prix (inflato n) et le niveau de la production: une inefficience de l'appareil productif entraîne une hause des prix à cause de l'insuffisance de l'offre. Le signe attendu est positif (+) ou négatif (-).

Dummy: en supposant que les pays de la zone franc cfa, bénéficient en termes d'inflation en fixant leur monnaie à l'Euro puis en adoptant les critères de convergence. Cette variable prend la valeur 1 si le pays appartient à la z*one et la valeur 0 sinon.*

c) Les données

Afin d'estimer les paramètres de notre modèle, nous allons faire recourt à l'exploitation des données secondaires en série temporelle. Les données utilisées dans cette étude proviennent de la base de données des indicateurs de développement (African Development Indicators) de la Banque Africaine de Développement (2019), de données des indicateurs de développement (Word Economic Outlook) du Fond Monétaire International (2019). À l'exception de la variable taux de croissance du PIB réel qui est prise dans la base des données du FMI, les variables solde budgétaire et dette publique proviennent de African Development Indicators de la BAD.

L'échantillon que nous avons pu retenir concerne 36 ans et 39 pays de l'Afrique Subsaharienne, ce qui nous donne 1404 observations. Donc les données utilisées pour estimer les paramètres du modèle ont une dimension annuelle et couvrent la période allant de 1982 à 2017. Le choix de cette période est justifié par la disponibilité des données. Ces données sont ensuite compilées dans Excel, et importées dans les logiciels économétriques (Eviews 8.0) et (stata.11) pour être traitées à l'aide des outils statistiques bien précis.

V. Méthode D'estimation: le GMM sur Panel Dynamique

Le principal problème économétrique qui se pose lors de l'estimation d'un modèle en panel dynamique est celui de l'endogénéité des variables explicatives. Ce modèle se caractérise par la présence d'une valeur retardée de la variable endogène parmi les variables explicatives impliquant un problème de corrélation entre le terme d'erreur et la variable dépendante retardée[19].

[19] C'est le biais des panels dynamiques (Nickell, 1981)

En présence d'un tel problème, l'estimation de notre modèle par les méthodes économétriques traditionnelles telles que l'estimateur des Moindres Carrées Ordinaires (MCO) ou l'estimateur With in (Fixed Effect) donne des estimateurs biaisés et non convergents. Pour dépasser ce problème, nous utilisons la méthode des moments généralisés (GMM) en panel dynamique. Cette méthode permet également d'apporter des solutions aux problèmes de biais de simultanéité, de causalité inverse, de variables omises et de contrôler les effets spécifiques individuels et temporels[20]. Elle a été introduite par Holtz-Eakin, Newey et Robsen (1988), Arrelando et Bonde (1991) et Arrelando et Bover (1995). Cette technique d'estimation offre de nombreux avantages.

Elle permet de générer des instruments internes à partir des retards des variables endogènes du modèle estimé. Ainsi, elle diffère des méthodes traditionnelles des variables instrumentales telles que les doubles moindres carrés (2sls) et les triples moindres carrées (3sls), qui utilisent uniquement les variables strictement exogènes du modèle pour générer des instruments. Le problème avec ces estimateurs traditionnels est qu'ils souffrent généralement de la faiblesse des instruments[21]. En effet, il n'est pas toujours facile de trouver des variables théoriques (les variables explicatives strictement exogènes du modèle) qui soient corrélées avec la variable endogène et non corrélées avec le terme d'erreur.

La méthode GMM en panel dynamique permet de corriger l'endogénéité potentielle de l'ensemble des variables explicatives du modèle et non seulement celle des variables dépendantes intégrées dans le modèle en tant que variables explicatives. De cette manière, cette méthode permet de dépasser la limite des techniques traditionnelles des variables instrumentales qui corrigent uniquement l'endogénéité des variables dépendantes introduites dans le modèle comme variables explicatives tout en supposant que les autres variables du modèle sont strictement exogènes.

D'après Arrelano et Bond (1991), l'estimateur GMM en premières différences consiste à prendre pour chaque période la première différence de l'équation à estimer pour éliminer les effets spécifiques des pays (country – specificeffects) et instrumenter par la suite les variables explicatives de l'équation en différence première par leurs valeurs en niveau retardées d'une période ou plus.

Selon Blundel et Bond (1998), l'estimateur GMM en système qui combinent les équations en différence première avec les équations à niveau dans

[20] Voir S., Y., Fouda Ekobena (2013), «Politique Monetaire Et Croissance Economique En Zone Cemac: Une Approche En Donnees De Panel »

[21] C'est La Raison Pour Laquelle Nous Utilisons L'estimateur Gmm En Panel Dynamique.

© 2020 Global Journals

lesquelles les variables sont instrumentées par leurs différences premières, ce qui apparaît plus performante que celle qui était avancée par Arrelando et Bond (1991).

Cette méthode a l'avantage que ses estimations sont moins sensibles en cas de présence d'auto corrélation et de l' hétéroscédasticité.

Ainsi, dans le cadre de cette thèse, nous allons retenir le GMM pour l'estimation de nos équations.

VI. Résultats Obtenus

L'on présentera tour à tour les résultats des tests de stationnarité et d'estimation puis l'interprétation des résultats obtenus.

a) Résultat de test de stationnarité

Au préalable l'on a effectué une étude de la stationnarité des variables. L'on a abouti à la conclusion que les variables sont intégrées soit à niveau, soit à l'ordre 1. La situation des différentes variables est résumée dans le tableau 2.

Tableau 2: Test de stationnarité des différents variables

Variables	Statistique d'Im-Pesaran-Shin	Prob.	Ordre d'intégration
INFLit	8.54301***	0.0000	I(0)
BALFISCit	5.01253***	0.0000	I(0)
DETTEit	12.5794***	0.0000	I(1)
TXCPIBit	10.9551***	0.0000	I(0)
Dumx	9.38415***	0.0000	I(1)

****significatif à 1% ; ** significatif à 5% ; *significatif 10%*
Source : nous-même (à partir de Eviews 8)

Selon le tableau, les variables INFL it, BALFISCitet TXCPIB it sont stationnaires à niveau tandis que les variables DETTEit et Dumx sont stationnaires à différence première. Ainsi, il convient de passer au test d'hétéroscédasticité.

b) Résultats d'estimation

Cette étape nous permet de vérifier si les résultats obtenus concernant les coefficients de régressions de la variable endogène par rapport aux variables explicatives sont conformes à la théorie et logique économique.

Donc après avoir effectué des régressions, o n a dû ressortir les résultats de régression obtenus dans les tableaux ci-dessous. La méthode utilisée pour obtenir ce tableau est la méthode des Moments Généralisé de Blundel et Bond (1997).Le modèle estimé s'écrit comme suit :

$$\boldsymbol{INFL}_{it}=\boldsymbol{\alpha}_0+\boldsymbol{\alpha}_1\text{INFL}_{it-1}+\boldsymbol{\alpha}_2\text{BALFISC}_{it}+\boldsymbol{\alpha}_3\text{DETTE}_{it}+\boldsymbol{\alpha}_4\boldsymbol{TXCPIB}_{it}+\boldsymbol{\alpha}_5\text{Dumx}+\varepsilon_{it}$$

Tableau 3: Estimation de GMM par la méthode de Blundel et Bond des effets de la politique budgétaire sur l'inflation en Afrique Subsaharienne

Variable à expliquer : inflation	
Variables Explicatives	Coefficient (prob.)
Cons	7.909642 (0.001)***
$INFL_{it-1}$	0.457144 (0.000)***
BALFISC	-0.13633 (0.095)*
DETTE	0.0439955 (0.000)***
TXCPIB	-0.3788804 (0.001)***
Dumx	-6.684476 (0.241)
Wald Prob>chi2	889.35 (0.0000)

****significatif à 1% ; ** significatif à 5% ; *significatif 10%*
Source : nous-mêmes à partir de Stata 11

© 2020 Global Journals

c) Interprétation des résultats obtenus

Notre modèle est de bonne qualité en général. Le tableau ci-dessus, nous informe qu'il est globalement significatif au seuil de 1% car (Prob>F= 0,0000) et la statistique de Wald est de 889.35.

Le test de significativité individuelle des variables indique qu'à l'exception de la variable Dummy, toutes les autres variables du modèle sont significatives. Partant de là, plusieurs interprétations sont faites.

Le coefficient associé à la variable $BALFISC_{it}$ est négatif (-0.13633) et significatif à 10%. Cette variable a un signe économiquement attendu. Toute chose égale par ailleurs, une augmentation d'une unité du solde budgétaire ($BALFISC_{it}$) entraine ou conduit à une diminution de 0.13633 point du taux d'inflation ($INFL_{it}$). Nous constatons une relation négative entre les deux variables. Nous pouvons donc dire que le solde budgétaire entraine la diminution de l'inflation en Afrique Subsaharienne conformément à la théorie budgétaire du niveau des prix.

Le coefficient associé à la variable $DETTE_{it}$ est positif (0.0439955) et significatif à 1%. Cette variable a un signe économiquement attendu.Toute chose égale par ailleurs, une augmentation d'un point de la dette publique totale ($DETTE_{it}$) entraine une augmentation de 0.0439955 point du taux d'inflation ($INFL_{it}$). Nous constatons une relation positive entre les deux variables. Nous pouvons donc dire que la dette publique entraine la hausse du niveau des prix en Afrique Subsaharienne conformément à la théorie budgétaire du niveau des prix.

Le coefficient associé à la variable inflation retardée est positif (0.457144) et est significatif au seuil de1%. Cette variable a un signe économiquement attendu. On peut donc dire que l'inflation retardée (-1) influence positivement et de manière significative l'inflation de l'année suivante. D'après les chiffres, une augmentation de 1 point de l'inflation retardée (-1) entraine une augmentation de 0.457144 point de l'inflation.

Le coefficient associé à la variable $TXCPIB_{it}$ est négatif (-0.3788804) et significatif à 1%. Cette variable a un signe économiquement attendu. Toute chose égale par ailleurs, une augmentation d'un point du taux de croissance du PIB réel ($TXCPIB_{it}$) c'est-à-dire du niveau de la production entraine une diminution du taux d'inflation de 0.3788804 point.C'est le résultat auquel est parvenu Nyangezi (2013)[22] sur le Rwanda.

Le coefficient associé au dummy est négatif et non significatif. Cette variable a un signe économiquement attendu. Toute chose égale par ailleurs, les critères de convergences adoptés dans cette Zone influencent négativement et de façon non significative l'inflation en Afrique Subsaharienne.

VII. Conclusion

Au cours de la crise, la mise en place des plans de relance budgétaire et la baisse de l'aide au développement et des flux d'investissements directs étrangers ont contribué à l'accroissement de la dette publique et déficits publics des pays de l'Afrique subsaharienne. Dans ces pays, l'autonomie des banques centres ainsi que l'objectif de stabilité de prix assigné à ces dernières ont limité le financement monétaire des déficits publics et réduit la corrélation entre la croissance de la masse monétaire M2 et inflation. Dans cette perspective, l'étude des liens entre la politique budgétaire et l'inflation dans le contexte des pays de l'Afrique Saharienne apparaît d'un intérêt évident surtout que les travaux portant sur les effets inflationnistes de la politique budgétaire sont encore rares dans cette Zone.

Cet article s'est évertué à montrer que la politique budgétaire menée en Afrique Subsaharienne détermine le niveau des prix dans cette Zone. L'idée centrale est que contrairement à la théorie quantitative de la monnaie qui veuille que l'inflation soit déterminée par le seigneuriage, l'inflation en Afrique Subsaharienne est déterminée par la politique budgétaire. Ce résultat est conforme aux analyses théoriques de la théorie budgétaire du niveau des prix (théorie d'encrage de ce travail) qui stipule que le gouvernement seul peut indépendamment de la Banque centrale choisir créer l'inflation en faisant augmenter la quantité de la dette publique et sur ce, propose de substituer la théorie quantitative de la dette publique à la théorie quantitative de la monnaie. La relation négative et significative du solde budgétaire dans cet article a renforcé l'idée théorique selon laquelle si le gouvernement est incapable ou ne se soucie pas d'équilibrer sa contrainte budgétaire inter temporelle (le cas d'un régime non-ricardien selon Woodfort), les chocs budgétaires conduisent à l'accroissement du niveau des prix.

Nous avons identifié conformément à la théorie deux canaux à travers lesquels la politique budgétaire serait susceptible d'influencer l'inflation en Afrique Subsaharienne: le solde budgétaire et la dette publique. Ainsi, un modèle économétrique tenant compte des effets de la politique budgétaire et de son comportement proposé dans la littérature est construit dans le but d'analyser les effets de la politique budgétaire sur l'inflation en Afrique Subsaharienne et les canaux à travers lesquels la politique budgétaire influence l'inflation. L'estimation du modèle s'est faite en une étape par la méthode des moments généralisés.

Au total, nous pouvons affirmer que le solde budgétaire et la dette publique expliquent significativement le niveau des prix en Afrique Subsaharienne.

[22] P.,M.,G., Nyangezi (2013),« La fiscalité et l'inflation au Rwanda: Une analyse empirique basée sur le modèle à correction d'erreur»

© 2020 Global Journals

References Références Referencias

1. Arellano, M. et O., Bover (1995), « Another Look at the Instrumental Variable Estimation of Error-Components Models», *Journal of Econometrics*, Vol 68, pp.29-51.
2. Arellano, M. et S., Bond (1991), «Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations», *Review of Economic Studies*, Vol 58, pp. 277-298.
3. Ayesha, S. et Mumtaz, A. (2009), « Fiscal Imbalances and Inflation: A Case Study of Pakistan», Fiscal Imbalances and Inflation: A Case Study of Pakistan, Vol. 29, No. 1 (June 2009), pp. 39-50.
4. BAD (2018), « performances et perspectives macroéconomiques en Afrique».
5. Bildirici, M. et E., O., Omer (2017), « Domestic debt, inflation and economic crises: a panel cointegration application to emerging and developed economies» ,Applied Econometrics and International Developmen, Vol.7-1 (2007).
6. Blundell, R. et S. Bond (1998), «Initial Conditions and Moment Restrictions in Dynamic Panel Data Models», *Journal of Econometrics* Vol 87, pp. 115-143.
7. C., M., Tullius (2007), «Assessment Framework of National Government Budget», 2008 Budget Briefer.
8. Catao, L. et M., E., Terrones (2003), «Fiscal Deficits and Inflation», *in Journal of Monetary Economics*, Vol. 52, No. 2, pp. 529-54.
9. CEDEAO (2012), « convergence macroéconomique».
10. Chaudhary, M., A. et N., Ahmed (1995), «Money Supply, Deficit and Inflation in Pakistan. », *Pakistan Development Review*, 34 (4), 945-956.
11. D., C., Cevdet; A., E., C., Alperet S., Ozmucur (2001), «Budget Deficit, Inflation and Debt Sustainability», Evidence from Turkey (1970-2001). Mimo. Istanbul: Bogazici University.
12. Datadjeu, D-K., W. (2018), «Autonomie des Banque Centrales et Finances Publiques en Afrique Subsaharienne.» economic - research. bnpparibas. com économiques régionales, Études économiques et financières.
13. Etienne Farvaque, Hassan Ayoub, Jérôme Creel (2008), «Détermination du niveau des prix et finances publiques: le cas du Liban, 1965- 2005», https://hal-sciencespo.archives-ouvertes;fr/hal-00973050.
14. Fanizza, D. et L., Soderling (2006), «Fiscal Determinant of Inflation: A Primer for the Middle East and North Africa », *IMF Working Paper*, 06-216: 1-15.
15. FMI (2017), « Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne Faire redémarrer la croissance », Avril.
16. Jacques Legrand (2016), «Brève histoire de la dette des pays d'Afrique subsaharienne»
17. Khan; Bukhari et Ahmed (2007), "Determinants of Recent Inflation in Pakistan.», *Pakistan Development Review.*
18. Leeper, E., M. (1991), «Equilibria under 'active' and 'passive' monetary and fiscal policies», *Journal of Monetary Economics* 27 (1991) 129-147.
19. Leeper, E., M. (2016), « Why Central Banks Should Care About Fiscal Rules» Sveriges Riksbank *Economic Review*, 3, P4, P5, P15, P16 et 17.
20. Leeper, E., M. (2017), «Monetary-Fiscal Policy Interactions», Committee on Financial Services U.S. House of Representatives, P2.
21. Leeper, E., M. (2018), «Sweden's fiscal framework and monetary policy", *Working Paper* 24743, P.5.
22. Loïc GRARD, «L'œuvre des instances internationales en faveur de l'allegement de la dette publique des etatsd' afrique subsaharienne ».
23. Mouldi, D. et Lobna, E. (2012), « Le niveau des prix en Tunisie est-il déterminé par la politique budgétaire? », L'Actualité économique, *Revue d'analyse économique*, vol. 88, no 2, juin 2012.
24. Nations Unies (2016), « Soutenabilité de la dette extérieure et développement »
25. Sargent, Th. et Wallace, N. (1981), «Some Unpleasant Monetarist Arithmetic», *Quarterly Review*, Federal Reserve Bank of Minneapolis, vol.5, n°3, 1-17. Banking, 33: 669-728.
26. Sargent, Th. (1982): « Beyond Demand and Supply Curves in Macroeconomics », *American Economic Review,* 72, mai.
27. Solomon, M. et W., A., De Wet (2004), «The Effect of a Budget Deficit on Inflation: The Case of Tanzania. », Department of Economics, University of Pretoria. SAJEMS NS 7 (1), 100-116.
28. Université d'été du CADTM Europe (2015), « Sud: vers une nouvelle crise de la dette ? »
29. Warda, M. et M., Achouche (2017), « Prices dynamics in Algeria; A fiscal theory of price level analysis », Algerian *review of economic development* N°07 /Dec 2017.
30. Woodford, M. (1995), «Price-Level Determinacy Without Control of a Monetary Aggregate», Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy, 43, décembre.
31. Woodford, M. (1996), «Control of the Public Debt: A Requirement for Price Stability», *NBER Working Paper*, No. 5684, July.
32. Woodford, M. (2001), «Fiscal Requirement for Price Stability», *Journalof Money and Credit.*
33. Yakouba, O., «L'aide au développement et la gestion des finances publiques en Afrique Subsaharienne: cas des États membres de l'UEMOA».

© 2020 Global Journals